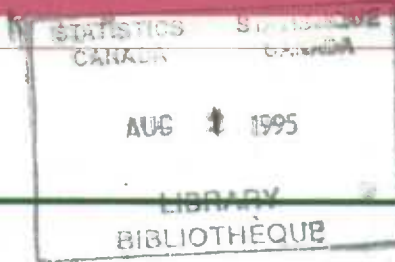




Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 1^{er} août 1995
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Revenu et démographie selon les quartiers, 1993** 3
Les 20 millions de déclarants du Canada ont rapporté un revenu médian de 18 000\$ en 1993, une diminution de 3,2% par rapport à 1992. Les femmes ont déclaré un peu plus de 55\$ pour chaque tranche de 100\$ déclarés par les hommes, une faible diminution par rapport à l'année précédente.
- **Dépenses publiques au titre de la culture, 1993-1994** 5
En 1993-1994, les dépenses totales au titre de la culture des trois paliers de gouvernement ont connu une première baisse en neuf ans. Les dépenses réelles reculent cependant depuis quatre ans à cause de l'inflation.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Enquête sur les anticipations à court terme 7
- Papier-toiture asphalté, juin 1995 7

(suite à la prochaine page)

Revenu et démographie selon les quartiers 1993

Aujourd'hui, Statistique Canada publie des données pour le pays sur l'âge et le revenu à tous les niveaux de géographie postale. Produites annuellement, ces données sont une source unique idéale pour appuyer les analyses de marché et les décisions politiques.

Les données de *Revenu et démographie selon les quartiers* sont disponibles selon les provinces et les territoires, ainsi que pour des régions aussi petites qu'un itinéraire de facteur.

Par exemple, les données suivantes sur le revenu total médian sont pour des régions de tri d'acheminement urbaines ayant au moins 500 déclarants. Les régions de tri d'acheminement sont des régions géographiques identifiées par les trois premiers caractères du code postal. En 1993, dans la région de Toronto, le revenu total médian s'échelonnait de 35 300\$ pour M4T à 12 100\$ pour M5T. À Vancouver, V6J avait le revenu total médian le plus élevé avec 25 300\$, et V6A avait le plus bas avec 10 100\$. À Montréal, le revenu total médian variait de 32 900\$ dans H3Y à 10 300\$ dans H3N.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720, Division des données régionales et administratives.



AUTRES COMMUNIQUÉS – fin

Panneaux isolants rigides, juin 1995	7
Consommation d'énergie, 1994	8

NOUVELLES PARUTIONS 9

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Revenu et démographie selon les quartiers

1993

Les 20 millions de déclarants du Canada ont déclaré un revenu médian de 18 000\$ en 1993, une diminution de 3,2% par rapport à 1992. Le revenu total médian est le montant par rapport auquel la moitié des personnes ayant déclaré un revenu a reçu plus, et l'autre moitié a reçu moins. Lorsque le revenu national médian est indexé sur l'inflation (1992 étant l'année de base), il a chuté de 18 000\$ à 17 700\$.

Le revenu médian a chuté pour les hommes et les femmes. Les hommes ont déclaré un montant de 24 600\$ en 1993 (-2,4%), et les femmes un montant de 13 600\$ (-3,5%).

Revenu total médian dans les régions métropolitaines de recensement

	1993
	en \$
Ottawa-Hull (Ontario)	24 200
Oshawa	23 400
Ottawa-Hull (Québec)	21 900
Victoria	21 200
Thunder Bay	21 000
Kitchener	20 800
London	20 800
Calgary	20 800
Hamilton	20 500
Toronto	20 300
Regina	20 200
Halifax	20 000
Edmonton	20 000
Windsor	19 800
Vancouver	19 600
Sudbury	19 500
Québec	18 800
St. Catharines-Niagara	18 400
Winnipeg	18 300
Canada	18 000
Saskatoon	18 000
Montréal	17 200
Saint John	16 900
St. John's	16 900
Sherbrooke	16 100
Chicoutimi-Jonquière	15 600
Trois-Rivières	15 100

Au total, les femmes ont déclaré 55,30\$ pour chaque tranche de 100\$ de revenu déclaré par les

Note aux lecteurs

Ces données sont obtenues à partir des déclarations de revenus remplies au printemps 1994.

Le revenu total comprend: le revenu d'emploi, le revenu de placements (revenus de dividendes et d'intérêts), les paiements de transfert (prestations de retraite, prestations d'assurance-chômage, crédit pour TPS, prestations fiscales pour enfants, aide sociale, supplément de revenu garanti, allocation de conjoint, indemnités d'accident du travail, crédits d'impôt provincial remboursables pour le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Colombie-Britannique et les Territoires du Nord-Ouest) et les autres revenus (revenu de location net, pension alimentaire, revenu de société en commandite simple, revenu de REER et les autres revenus imposables non mentionnés plus haut).

Les composantes des paiements de transfert ont paru dans Le Quotidien du 25 juillet 1995, qui annonçait la disponibilité des données de 1993 sur les Profils de dépendance économique.

Une étude de l'écart de revenu d'emploi entre les hommes et les femmes, indexé sur l'inflation, a été publiée dans Le Quotidien du 13 juillet 1995, qui annonçait la disponibilité des données de 1993 sur les Profils du revenu de la population active.

hommes. Autrement dit, le revenu total national médian pour les femmes représentait 55,3% de celui des hommes. Il s'agit d'une faible diminution par rapport au pourcentage de 56,0% en 1992.

Le plus petit écart entre les hommes et les femmes était enregistré à l'Île-du-Prince-Édouard, où les femmes ont déclaré 66,50\$ pour chaque tranche de 100\$ de revenu des hommes. Le plus grand était en Nouvelle-Écosse, où les femmes n'ont déclaré que 51,30\$ pour chaque tranche de 100\$ de revenu des hommes.

Le revenu médian a chuté dans toutes les provinces et tous les territoires

Le revenu total médian a chuté dans toutes les provinces et tous les territoires en 1993. Les déclarants du Yukon ont encore une fois le plus haut revenu total médian avec 22 900\$ (-5,8%), suivis de près par ceux des Territoires du Nord-Ouest avec 22 000\$ (-0,9%). Les montants de ces deux territoires reflètent un haut revenu d'emploi médian, revenu augmenté par les allocations de subsistance aux résidents du Nord canadien.

Provinces et territoires classés selon le revenu total médian 1993

	Hommes	Femmes	Total
	en \$		
Yukon	27 900	18 500	22 900
Territoires du Nord-Ouest	28 600	16 500	22 000
Ontario	26 600	15 500	19 900
Colombie-Britannique	26 500	14 300	19 000
Alberta	26 400	13 900	18 900
Canada	24 600	13 600	18 000
Manitoba	21 800	13 100	16 300
Québec	23 000	12 200	16 300
Île-du-Prince-Édouard	19 700	13 100	15 900
Nouvelle-Écosse	22 800	11 700	15 800
Saskatchewan	21 100	12 500	15 700
Nouveau-Brunswick	21 600	11 300	14 900
Terre-Neuve	18 700	10 500	13 700

La fermeture d'une mine à Faro au Yukon a fait diminuer le revenu total médian territorial, lequel est passé de 39 600\$ en 1992 à 25 600\$ en 1993. Le revenu total médian des hommes à Faro a chuté de 49 100\$ à 29 700\$ en un an seulement.

Les déclarants des deux territoires, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta avaient des revenus totaux médians plus élevés que le niveau national, une position qu'ils ont maintenue de façon régulière ces dernières années. L'Ontario avait le plus haut revenu total médian de toutes les provinces avec 19 900\$, en baisse de 3,9%, ainsi que le plus haut revenu médian pour les hommes et les femmes. Terre-Neuve avait le revenu médian le plus bas du pays avec 13 700\$ (-0,7%), ainsi que les plus bas niveaux pour les hommes et les femmes.

Le revenu de placements chute

Le revenu de placements représentait 5\$ pour chaque tranche de 100\$ de revenu total en 1993, une baisse de 1\$ par rapport à l'année précédente. En tant que proportion du revenu total, le revenu de placements a été le plus haut en Ontario, en Saskatchewan et en

Colombie-Britannique, avec 6\$ pour chaque tranche de 100\$, et le plus bas dans les Territoires du Nord-Ouest, avec 1\$. La Saskatchewan a eu le plus haut pourcentage de personnes de 65 ans et plus en 1993 (14%), et les Territoires du Nord-Ouest ont eu le plus bas (2%).

Composition du revenu total 1993

	Revenu d'emploi	Revenu de placements	Paiements de transfert	Autres revenus
	%			
Canada	72	5	19	4
Terre-Neuve	64	2	29	5
Île-du-Prince-Édouard	64	4	29	4
Nouvelle-Écosse	68	4	24	4
Nouveau-Brunswick	67	3	26	4
Québec	71	5	21	3
Ontario	72	6	19	3
Manitoba	70	5	21	4
Saskatchewan	68	6	21	5
Alberta	76	5	15	4
Colombie-Britannique	72	6	18	4
Yukon	81	3	13	3
Territoires du Nord-Ouest	86	1	11	2

Le revenu d'emploi représentait 72\$ de chaque tranche de 100\$ de revenu total, la même proportion que l'année précédente. Les paiements de transfert des gouvernements et des régimes de pensions privés représentaient 19\$ de chaque tranche de 100\$, la proportion n'ayant pas changé non plus.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720, Division des données régionales et administratives. ■

Dépenses publiques au titre de la culture

1993-1994

En 1993-1994, les dépenses totales au titre de la culture des trois paliers de gouvernement ont connu une première baisse en neuf ans. Les dépenses réelles reculent cependant depuis quatre ans à cause de l'inflation.

En tout, les administrations fédérale, provinciales, territoriales et municipales ont consacré à la culture 5,8 milliards\$ en 1993-1994, ce qui représente environ 1% de moins que l'année précédente. Le recul a mis fin à au moins huit années de croissance d'affilée au cours desquelles les dépenses avaient augmenté au taux annuel moyen de 5,2%.

Correction faite de l'inflation, les dépenses publiques totales au titre de la culture sont en régression depuis 1989-1990. Les dépenses réelles (année de base = 1986) ont totalisé 4,5 milliards\$ en 1993-1994, en baisse de 2,3% sur l'année précédente et de -5,2% par rapport au sommet de 4,8 milliards\$ atteint en 1989-1990.

Seules les administrations municipales ont inscrit une hausse des dépenses culturelles (avant correction de l'inflation) en 1993-1994, en leur allouant 1,4 milliard\$, ou 3,7% de plus que l'année précédente. L'administration fédérale s'est classée au premier rang pour les dépenses au titre de la culture, avec 2,8 milliards\$ (-1,8%), suivie par les provinces et les territoires, avec 1,9 milliard\$ (-1,8%).

Dépenses publiques au titre de la culture

	1988-1989	1992-1993	1993-1994	1992-1993 à 1993-1994
	en millions\$			variation en %
Administration fédérale	2 746	2 879	2 828	-1,8
Administrations provinciales et territoriales	1 560	1 970	1 934	-1,8
Administrations municipales ¹	999	1 363	1 413	3,7
Toutes les administrations ² (en dollars courants)	5 034	5 877	5 824	-0,9
Toutes les administrations ² (en dollars constants de 1986)	4 665	4 650	4 543	-2,3

¹ Les dépenses municipales sont pour l'année civile. Par exemple, les dépenses sous 1993-1994 représentent celles faites en 1993.

Note aux lecteurs

Les enquêtes sur les dépenses publiques au titre de la culture visent tous les ministères et organismes culturels des administrations fédérale, provinciales et territoriales. Elles sont fondées sur une enquête annuelle menée auprès des ministères et organismes culturels (27 au niveau fédéral et 180 dans les provinces et territoires) pour l'exercice compris entre le 1^{er} avril 1993 et le 31 mars 1994. Un échantillon de municipalités a servi à l'estimation des dépenses municipales au titre de la culture, sur la base de l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le Programme de la statistique culturelle a publié des données municipales la première fois pour l'année d'enquête 1984.

Les dépenses culturelles se répartissent en trois catégories: les dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital et les subventions et contributions. Les dépenses de fonctionnement incluent celles qui contribuent au fonctionnement des ministères et organismes culturels. Les dépenses en capital portent sur la construction et l'acquisition d'immeubles, de terrains, de machines ou de matériel. Les subventions et contributions représentent l'aide apportée aux artistes et aux organismes du secteur culturel pour financer des projets d'exploitation et d'investissement. Les dépenses publiques au titre de la culture sont principalement financées par l'octroi de crédits, mais aussi par d'autres sources telles que les recettes de publicité (p. ex., la Société Radio-Canada).

² Ces dépenses n'incluent pas les transferts entre administrations publiques.

Dépenses fédérales en baisse pour une troisième année de suite

Les dépenses fédérales au titre de la culture avaient culminé à 2,9 milliards\$ en 1990-1991. Toutefois, au cours des trois dernières années, elles ont diminué chaque année pour chuter encore de 1,8% en 1993-1994 par rapport à l'année précédente.

Ainsi en 1993-1994, les dépenses se sont maintenues dans l'industrie de la radiodiffusion, qui représente la plus grande part (53%) du budget culturel de l'administration fédérale. Elles ont cependant baissé de 9% dans les autres industries culturelles, notamment le film et la vidéo, l'édition de livres et de périodiques et l'enregistrement sonore.

De même, les subventions et contributions fédérales versées aux artistes et aux établissements et organismes culturels ont diminué de plus de 7%. Ce premier déclin en neuf ans s'explique surtout par la réduction de l'aide financière aux musées et à l'industrie du film et de la vidéo.

En 1993-1994, les dépenses fédérales au titre de la culture ont régressé dans six provinces, et le plus fortement au Manitoba (-8%) et au Québec (-3%). Elles ont augmenté le plus à Terre-Neuve (+13%) et dans les Territoires du Nord-Ouest (+11%). Les dépenses

fédérales par habitant ont été les plus élevées dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon.

Première chute en neuf ans des dépenses provinciales et territoriales

En 1993-1994, la baisse de 1,8% des dépenses provinciales et territoriales au titre de la culture a mis fin à huit années de croissance d'affilée. Les administrations provinciales et territoriales ont réduit les crédits alloués à la plupart des domaines culturels. Elles ont cependant augmenté de plus de 3% les dépenses consacrées aux bibliothèques, qui forment les deux cinquièmes de leur budget culturel.

La Saskatchewan a enregistré la plus forte baisse des dépenses (-9%), suivie par l'Ontario (-7%), l'Alberta (-6%), le Manitoba (-5%) et le Québec (-4%). Les autres provinces et les territoires ont affiché des augmentations.

Les activités du patrimoine, les arts d'interprétation et le film et la vidéo ont le plus ressenti la compression des dépenses à l'échelle provinciale. Les bibliothèques et les activités du patrimoine ont le plus profité dans les provinces où les dépenses avaient augmenté.

Dépenses publiques au titre de la culture par habitant¹ 1993-1994

	Fédéral	Provincial/ territorial	Municipal
	en \$		
Terre-Neuve	99	48	22
Île-du-Prince-Édouard	132	99	11
Nouvelle-Écosse	94	63	35
Nouveau-Brunswick	85	45	24
Québec	116	86	43
Ontario	105	55	54
Manitoba	71	71	38
Saskatchewan	49	53	51
Alberta	59	60	41
Colombie-Britannique	43	78	70
Yukon	476	266	12
Territoires du Nord-Ouest	630	200	26

¹ Les dépenses publiques totales par habitant ne sont pas fournies, les données sur les transferts entre les trois paliers de gouvernement n'étant pas disponibles.

Les dépenses par habitant ont dépassé la moyenne nationale de 67\$ au Yukon (266\$), dans les Territoires du Nord-Ouest (200\$), à l'Île-du-Prince-Édouard (99\$), au Québec (86\$), en Colombie-Britannique (78\$) et au Manitoba (71\$). Elles se situaient sous la moyenne nationale dans les autres provinces, le Nouveau-Brunswick se classant dernier avec 45\$.

Croissance continue des dépenses municipales

La croissance des dépenses municipales en 1993 a suivi la tendance à la hausse des huit dernières années. Elle s'explique surtout par l'augmentation des fonds alloués aux bibliothèques, qui ont accaparé en moyenne près des trois quarts du budget culturel des municipalités depuis 1984. En 1993, les dépenses municipales au titre de la culture ont progressé dans toutes les provinces et les territoires, à l'exception de l'Ontario et du Yukon.

Les dépenses municipales par habitant ont dépassé la moyenne nationale de 49\$ en Colombie-Britannique (70\$), en Ontario (54\$) et en Saskatchewan (51\$).

La publication intitulée *Dépenses publiques au titre de la culture* (87-206) a cessé de paraître. On peut toutefois se procurer, au prix de 50\$, certains tableaux contenant les données des enquêtes sur les dépenses publiques au titre de la culture. Les données seront résumées dans une nouvelle publication qui paraîtra à l'automne sous le titre *Le Canada, sa culture, son patrimoine, et son identité: perspective statistique* (87-211). Voir «Pour commander les publications».

On peut aussi se procurer des données tirées de ces enquêtes et ventilées selon la province ou le territoire. Des tableaux spéciaux sont offerts aux fins de recherche, moyennant le recouvrement des coûts.

Pour plus de renseignements ou pour commander des tableaux, communiquez avec Pina La Novara au (613) 951-1573, Programme de la statistique culturelle, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme. Télécopieur: (613) 951-9040. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête sur les anticipations à court terme

Depuis les cinq dernières années, Statistique Canada demande à un petit groupe d'économistes (en moyenne 20 participants) de prévoir, pour le mois suivant, certains indicateurs économiques clés. Les participants prévoient la variation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation et du taux de chômage, le niveau des importations et exportations de marchandises ainsi que la variation du produit intérieur brut au coût des facteurs.

Une évaluation de la moyenne exacte des prévisions (voir *L'Observateur économique canadien* (11-010) de mars 1993) a démontré une moyenne supérieure aux prévisions naïves et suggère également que la qualité des prévisions s'améliore avec le temps.

- La prévision de juillet 1995 pour l'indice des prix à la consommation est de +2,5%. Les opinions varient d'un minimum de +2,0% à un maximum de +3,0%. Le mois dernier, la moyenne des prévisions (+2,7%) était égale au chiffre réel.
- Les participants prévoient un taux de chômage pour juillet de 9,6% avec un minimum de 9,5% et un maximum de 9,8%. La moyenne des prévisions pour le mois dernier était égale au chiffre réel de 9,6%.
- La prévision pour les exportations en juin est située à 20,3 milliards\$ au lieu de 20,4 milliards\$ le mois dernier. Les opinions varient d'un minimum de 19,8 milliards\$ à un maximum de 21,2 milliards\$. La prévision actuelle des importations pour juin (19,1 milliards\$) avec un minimum de 18,2 milliards\$ et un maximum de 20,0 milliards\$ démontre une augmentation de 0,4 milliard\$, de ce qui a été prévu le mois passé, tandis que la prévision sous-estimait le chiffre réel de 19,3 milliards\$.
- Les experts croient que la variation mensuelle du Produit intérieur brut réel pour juin augmente de 0,1%. Les opinions varient largement entre un minimum de -0,2% et un maximum de +0,4%. La prévision du mois de mai, qui n'a prévu aucun changement, a sous-estimé le chiffre réel de +0,3%.

Le prochain communiqué paraîtra le 1^{er} septembre 1995.

Si vous désirez un ensemble complet de tableaux ou pour plus de renseignements, communiquez avec Fred Wong au (613) 951-2994 ou Diane Lachapelle au (613) 951-0568. ■

Papier-toiture asphalté

Juin 1995

Les livraisons de bardeaux d'asphalte se sont inscrites à 2 823 845 paquets métriques en juin 1995, ce qui constitue une diminution de 35,6% par rapport à 4 384 703 paquets métriques en juin 1994.

De janvier à juin 1995, les livraisons se sont chiffrées à 18 282 962 paquets métriques, une diminution de 0,7% comparativement à 18 411 336 paquets métriques pour la même période en 1994.

Données stockées dans CANSIM: matrices 32 et 122 (séries 27 et 28).

Le numéro du mois de juin 1995 de *Papier-toiture asphalté* (45-001, 6\$/60\$) paraîtra à une date ultérieure. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Bruno Pépin au (613) 951-3516, Division de l'industrie. ■

Panneaux isolants rigides

Juin 1995

Les livraisons de panneaux isolants rigides totalisaient 2 825 000 mètres carrés (base de 12,7 mm) en juin 1995, une diminution de 24,2% par rapport aux 3 729 000 mètres carrés (base de 12,7 mm) livrés en juin 1994.

De janvier à juin 1995, les livraisons cumulatives ont totalisé 16 077 000 mètres carrés (base de 12,7 mm) comparativement à 18 183 000 mètres carrés (base de 12,7 mm) pour la même période en 1994, une diminution de 11,6%.

Données stockées dans CANSIM: matrices 31 (série 1) et 122 (séries 4 à 7).

Le numéro du mois de juin 1995 de *Panneaux isolants rigides* (36-002, 6\$/60\$) paraîtra à une date ultérieure. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Bruno Pépin au (613) 951-3516, Division de l'industrie. ■

Consommation d'énergie 1994

Des estimations de la consommation d'énergie en 1994 pour les industries minières et manufacturières, qui sont les principales consommatrices d'énergie, sont maintenant disponibles. Ces estimations identifient les diverses formes d'énergie utilisées par ces industries à

l'échelle nationale en unités naturelles (quantités) et en contenu énergétique.

Pour plus de renseignements ou pour commander un tableau spécial, communiquez avec Serge Grenier au (613) 951-3566, Section de l'énergie, Division de l'industrie. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Bulletin de service du centre des statistiques de l'aviation, vol. 27, no 7

Numéro au catalogue: 51-004

(Canada: 11\$/105\$; États-Unis: 13\$US/126\$US; autres pays: 15\$US/147\$US).

Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée 1995, version microfiche

Numéro au catalogue: 61-2060XMB

(Canada: 35\$; États-Unis: 42\$US; autres pays: 49\$US).

Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée 1995, version papier sur demande

Numéro au catalogue: 61-2060XPB

(Canada: 42\$; États-Unis: 51\$US; autres pays: 59\$US).

Les établissements du patrimoine, 1992-93

Numéro au catalogue: 87-207

(Canada: 30\$; États-Unis: 36\$US; autres pays: 42\$US).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada*, 1994 (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

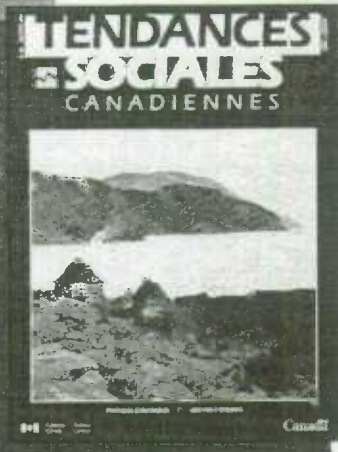
Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Ne soyez pas dépassé par les événements!

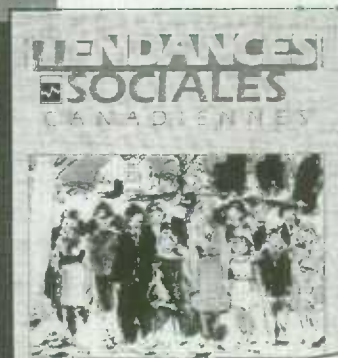


Le vieillissement de la population. Les familles monoparentales. La diversification de la population active. Savez-vous comment les changements sociaux d'aujourd'hui vont se répercuter sur votre avenir, votre organisation, votre famille?

Suivez l'évolution spectaculaire de la société canadienne grâce à *Tendances sociales canadiennes*, une publication trimestrielle de Statistique Canada. Avec des articles vastes et variés sur les principaux changements caractérisant les questions et les tendances sociales principales, cette publication intègre les résultats de plus de 50 enquêtes nationales.

Un dossier permanent d'une époque en évolution!

Des milliers d'analystes des entreprises et des politiques, de professionnels des sciences sociales et d'universitaires lisent *Tendances sociales canadiennes* pour identifier les causes et les conséquences de l'évolution de la société canadienne. Ne manquez pas un numéro, abonnez-vous dès aujourd'hui.



Certains des analystes sociaux les plus reconnus du Canada rédigent des articles dans *Tendances sociales canadiennes*. Ils présentent les résultats de recherches minutieuses dans un style attrayant pour des sujets tels que **la diversité ethnique, les familles à faible revenu, le stress dû au manque de temps, le crime** et bien d'autres encore dans une revue haute en couleur et de lecture aisée.

L'abonnement annuel à *Tendances sociales canadiennes* (n° 11-0080XPF au catalogue) coûte 34 \$ au Canada, 41 \$ US aux États-Unis et 48 \$ US dans les autres pays.



Pour passer votre commande, écrivez à Statistique Canada, Division du marketing, Vente et service, 120, av. Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6, ou adressez-vous au centre de services-conseils de Statistique Canada le plus proche de chez vous et dont la liste figure dans cette publication.

Vous pouvez aussi envoyer votre commande par télécopieur, au 1-613-951-1584, ou téléphoner sans frais au 1-800-267-6677 et donner votre numéro de carte VISA ou Master Card.